

The second section of this edited collection, on Indigenization, showcases several ways that Indigenous and settler authors are engaging in that very process.

Barbara Moktthewenkwe Wall's work theorizes Anishnaabe cosmologies to articulate the interconnectedness of Anishnaabe ontologies, epistemologies, axiologies and pedagogies with Land, water, stories and language. This chapter incorporates a great deal of Anishinaabemowin and is detailed, prompting readers to shift their epistemological and ontological perspectives away from western worldviews.

A few chapters are also dedicated to how language is and can be used to Indigenize. Stan Wilson's chapter examines how the Cree language sets the basis for ethical relationality with himself, his family, and community. This chapter brings to light an important point on the essence of relationality and how humility and a non-hierarchical approach does not diminish one's inherent worth which can help individuals to subvert the western understanding of individualism to understand the importance of relationality. Math educators will appreciate Ruth Beatty and Colinda Clyne's work on Indigenizing mathematics: loom beading, coding, and medallion beadwork are used to successfully teach students to develop key mathematical skills.

The last section of the book is devoted to decolonization. Amy Farrell presents a decolonial narrative through the voice of a contemporary Indigenous ikwe to share stories of resistance and a re-telling of stories about powerful ikwewag. This chapter serves as a potent example of decolonizing mainstream ideas of Indigenous women and how readers outside of the discipline of education can also benefit from reading this book.

Anna-Leah King, Kathleen O'Reilly, and Patrick J. Lewis' final chapter serves as a conclusion. They highlight stories and storytelling—specifically the stories they were told growing up and living here on Turtle Island. They conclude stressing the importance of stories, the “oldest and original ontology and epistemology,” (389) to decolonize and unsettle the colonial mindsets¹⁰ within us all.

Gayatri Thakor

OISE-University of Toronto

Serge Dupuis

50 ans de conscientisation et de collaboration. La Fédération de la jeunesse canadienne-française (1974–2024)

Éditions David, 2024, 184 p.

Depuis quelques années, des associations franco-canadiennes fondées au cours des années 1970 commémorent leur cinquantenaire en s'offrant une synthèse historique de leurs réalisations. Ces livres-chantiers ne peuvent qu'être agréablement reçus, débuisquant des pans méconnus ou inconnus de l'histoire des mouvements associatifs,

10 Ngūgĩ wa Thiong'o, *Decolonising the Mind: The Politics of Language in African Literature*. (James Currey, 1986)

tout en permettant aux principales personnes intéressées de reconquérir la mémoire organisationnelle de leur association. C'est à cette entreprise d'histoire-bilan que s'est adonné l'historien Serge Dupuis pour le 50^e anniversaire de la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF). Parce que « [l']État fédéral définit le cadre dans lequel la FJCF s'inscrit » (12), Dupuis a choisi d'organiser l'histoire de la Fédération en cinq chapitres qui, suivant les successions de gouvernements, de Trudeau père à Trudeau fils, offrent un récit rythmé par les politiques fédérales en matière de francophonie canadienne.

Fondée en 1974 sous l'impulsion de l'Association canadienne de l'éducation de langue française (ACELF), mais aussi du Secrétariat d'État, lequel est engagé au tournant des années 1970 à habiliter politiquement et culturellement la jeunesse franco-canadienne, la FJCF se veut l'organe groupant l'ensemble des fédérations de jeunes francophones du pays, à l'exception, après avoir flirté avec l'idée, du Québec. Si ces tergiversations relatives au mandat (grouper les jeunes d'âge scolaire ou la jeunesse de 14 à 25 ans dans son ensemble), à l'emplacement du siège social (de Québec à Moncton, ensuite à Ottawa) et au statut (entre lobby et groupe de contestation) sont exposées au premier chapitre, nous y saisissons surtout la relation déterminante qu'entretient la Fédération avec le Secrétariat d'État, son principal bailleur de fonds, dans sa marche vers la professionnalisation. La stabilité financière acquise au cours des années 1970 permet à la FJCF durant la décennie suivante d'assumer davantage son rôle de garante de la vitalité francophone des jeunes vivant en situation minoritaire. C'est ce qu'offre à lire le second chapitre, passant en revue les initiatives de la Fédération, à l'occasion motivées par des programmes gouvernementaux, telles que la mise sur pied de radios communautaires en milieu francophone, de coopératives de jeunes travailleurs afin de contrer le taux de chômage chez les jeunes Franco-canadiens, de programmes de bourses pour appuyer les études postsecondaires en français, ou encore l'incitation à offrir des services en français afin de contrer la consommation culturelle anglo-américaine.

La récession économique et le néolibéralisme des années 1990, dont traite le troisième chapitre, freinent néanmoins considérablement la FJCF, qui voit son budget fondre de moitié et qui passe une décennie à sabrer dans les services à ses membres et à gérer des démissions, des mises à pied et un roulement de personnel en raison des compressions. La dissipation des politiques d'austérité au tournant des années 2000 permet à la Fédération de payer son déficit de plus d'un demi-million de dollars, mais aussi d'initier un bon nombre de ses activités phares, qui font l'objet du quatrième chapitre. Que ce soit avec les Jeux de la francophonie canadienne, les Forums jeunesse pancanadiens, ou les Parlements jeunesse pancanadiens, l'objectif est de former des citoyennes et des citoyens francophones engagés envers leur culture (quelle qu'elle soit) et leur communauté. Cette habilitation politique et cette valorisation de l'engagement citoyen culminent en quelque sorte par le mouvement en faveur de l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans, lequel aspire à faire des droits revendiqués par les jeunes, des droits de l'électorat. Ce mouvement, périodiquement d'actualité depuis près de 15 ans, accompagne l'engagement marqué de la FJCF pour l'inclusion des groupements minorisés (diversité de genres, d'orientations sexuelles, d'origines

ethniques, etc.) et, particulièrement depuis la pandémie de COVID-19, des enjeux eu égard à la santé mentale.

Si le panorama qu'offre l'ouvrage permet d'identifier les grands chantiers de la FJCF, il demeure bien souvent difficile d'en saisir les retombées, les voix des actrices et des acteurs, tant du personnel de la Fédération que des associations membres, étant à peu près absentes de l'étude. En définitive, la FJCF paraît consensuelle, homogène, sans dissension, bref, désincarnée. Le livre se termine sans que l'on sache trop qui a animé cette Fédération et comment se répartissaient les responsabilités entre le conseil exécutif et le conseil d'administration. Par-delà l'ancrage monctonien du siège social, quelles particularités le moment acadien a-t-il insufflées à la FJCF, ayant cumulé les premières présidences (Terry Belliveau, Yvon Fontaine, Jacques Laprise) et fonctions de coordonnateur (Gilles LeBlanc, Jacques Lapointe)? Comment expliquer que la Fédération des communautés francophones et acadienne ait choisi de reconnaître le pluralisme référentiel dans son changement de dénomination en 1991, alors que la FJCF a maintenu sa référence au Canada français l'année suivante? De façon analogue, les rapprochements possibles entre la jeunesse anglophone et québécoise dans le cadre de la lutte pour l'abaissement de l'âge du droit de vote à 16 ans, des jeunes issus de l'immersion à l'occasion des Jeux de la francophonie canadienne, ou encore de la jeunesse internationale dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse ou des activités du Réseau international de la jeunesse ont-ils eu des incidences sur le mandat et la référence de la Fédération? Plus encore, qu'en est-il desdits services offerts par la FJCF aux fédérations membres? À la lecture de l'ouvrage et des vignettes qui accompagnent les nombreuses illustrations, nous en répertorions un certain nombre, mais sans qu'ils ne soient intégrés à l'analyse. Qu'en est-il du festival historique « On s'garoche à Batoche » (42), de l'« année personne » (76), des « sessions de leadership » (76), du projet « Initiatives Impact-Jeunesse » (79), etc.?

S'il s'agit là de limites invitant à mener plus avant l'étude de la Fédération de la jeunesse canadienne-française, il n'en demeure pas moins que les entreprises à venir pourront tableer sur l'utile tour de piste qu'offre la concise synthèse de Serge Dupuis.

Philippe Volpé

Campus d'Edmundston, Université de Moncton